



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

**Arrêté du 26 février 2025
portant à la société GMR de respecter les dispositions applicables et imposant des
mesures conservatoires pour sa carrière d'HEGENHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre Ier et son titre 1^{er} du livre IV,

VU l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une gravière située 105 rue de Bourgfelden à Hégenheim (68220) et Saint-Louis (68300) par la société GRAVIÈRES ET MATÉRIAUX RHÉNANS (GMR) et tenant lieu de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques et de leurs habitats,

VU le schéma régional des carrières du Grand Est approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2021665 du 27 novembre 2024,

VU la synthèse hydrogéologique et le bilan quadriennal 2015-2019 de la surveillance des eaux souterraines (BQ) du 17 octobre 2019 réalisés par la société ANTEA (rapport n°A101116/A),

VU le rapport associé à l'inspection du 10 janvier 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

VU le courrier de réponse du 7 février 2025 de la société GMR, à la suite de la transmission du projet de mise en demeure transmis par courrier électronique du 6 février 2025,

Considérant que l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé prévoit que « *Chaque année, l'exploitant établit un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés (...)* - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,(...) »,

Considérant que lors de l'inspection du 10 janvier 2025, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation datant du 4 mars 2024 qui ne comporte pas les limites des phases d'exploitation, que ceci constitue un non-respect de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé,

Considérant que l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé prévoit que la profondeur d'extraction soit limitée à 262,5 m NGF, sous réserve que cette cote soit 0,50 m au-dessus des plus hautes eaux décennales sur l'ensemble du périmètre d'extraction et que toute exploitation au-dessous de cette cote est interdite,

Considérant que le jour de l'inspection, le plan d'exploitation présenté indique que le fond de l'excavation se trouve à 258 m NGF, soit quatre mètres en dessous de la cote d'extraction autorisée ce qui constitue un non-respect de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé,

Considérant que l'étude hydrologique susvisée montre qu'en période de hautes eaux, le toit de la nappe dans la zone d'extraction est susceptible d'atteindre la cote 261 m NGF,

Considérant que le fond de fouille de l'exploitation de la carrière est situé à une cote inférieure à celle du toit de la nappe, ce qui constitue un non-respect de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé,

Considérant que le service d'inspection a constaté qu'une partie de la carrière a déjà été remblayée dans la zone de battement du toit de la nappe (entre 258 et 261 m NGF),

Considérant que ceci constitue un remblaiement en nappe,

Considérant que le schéma régional des carrières du Grand Est susvisé prévoit dans le tome IV, chap.2, §2.2, orientation 2.5, les dispositions suivantes (M52 : Cas des remblayages en zone alluviale alsacienne rhénane), « *Spécifiquement, en zone alluviale alsacienne rhénane et pour les carrières en contact direct avec la nappe phréatique, les remblayages sont autorisés lorsqu'ils sont justifiés, pour des raisons de sécurité ou des projets écologiques qui nécessiteraient un remblayage (réaménagement de berge, création de zones humides, etc.). Le dossier d'autorisation analyse les risques pour la sécurité et pour la nappe, démontre l'intérêt du remblayage et l'innocuité des matériaux utilisés pour le remblayage et présente les modalités de suivi de la qualité des eaux souterraines.* »,

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié la nature des matériaux utilisés pour effectuer un remblaiement à une cote inférieure à 262,5 m NGF, qu'il n'a pas analysé les risques pour la sécurité et pour la nappe,

Considérant que le remblaiement dans la zone de battement de la nappe avec des matériaux inappropriés pourrait entraîner une pollution des eaux souterraines,

Considérant qu'il résulte des éléments précédents que les non-conformités aux conditions d'exploiter mises en avant dans le rapport de constat susvisé, sont susceptibles d'entraîner

des dangers ou inconvénients, à court et à long termes, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité, notamment pour la préservation de la qualité des eaux souterraines,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement* »,

Considérant qu'il convient de faire établir une cartographie des zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF,

Considérant qu'il est nécessaire de faire réaliser des investigations afin de justifier du caractère inerte des matériaux déposés à une cote inférieure à 262,5 m NGF,

Considérant que dans l'attente des résultats de ces investigations, il est nécessaire de suspendre le remblaiement dans les zones concernées,

Considérant que les modalités de remblaiement à une cote inférieure à 262,5 m NGF ne sont pas encadrées, dans la mesure où l'excavation n'aurait pas dû être réalisée à une cote inférieure,

Considérant que le remblayage est rendu nécessaire par l'exploitation du gisement au-delà du niveau autorisé,

Considérant qu'afin de limiter l'incidence du remblaiement sur la nappe et la stabilité du sol, il convient que le remblaiement jusqu'à la cote 262,5 m NGF soit réalisé avec des matériaux provenant du site et de même nature que ceux extraits,

Considérant qu'il convient d'étudier l'incidence du remblaiement sur la nappe (qualité, hydrodynamique, etc) et d'évaluer la nécessité d'adapter la surveillance des eaux souterraines afin de vérifier de l'absence d'incidence dans le temps du remblaiement,

Considérant qu'il y a lieu de s'assurer que les travaux de remblaiement ,réalisés sous la cote initialement prévue, ne sont pas de nature à déstabiliser les terrains à court et à long terme au regard des projets futurs prévus après l'exploitation (projet de déviation Hésingue – Hégenheim),

Considérant que les éléments précités sont de nature à rendre nécessaire la mise en œuvre des mesures d'urgence prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code précité dans la mesure où les remblaiements doivent être interrompus sans délai dans l'objectif de caractériser les matériaux déposés et où les modalités de remblaiement nécessitent d'être encadrées, afin de prévenir une éventuelle pollution des eaux souterraines,

Considérant que la société GRAVIÈRES ET MATÉRIAUX RHÉNANS (GMR) a présenté, le 7 février 2025, par lettre susvisée, ses observations, que la société GMR a sollicité un délai supplémentaire pour satisfaire aux exigences mentionnées aux articles 6, 8, 9 et 10 du présent

arrêté au regard de la disponibilité des bureaux d'étude, des laboratoires et de la réalisation des études prescrites, qu'au regard des éléments présentés, les délais sollicités sont acceptables,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

la société GRAVIÈRES ET MATÉRIAUX RHÉNANS (GMR), désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 105 rue de Bourgfelden - 68220 HÉGENHEIM, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de sa carrière située à la même adresse.

Article 2 :

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé :

« Chaque année, l'exploitant établit un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :

(...)

- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,

(...) »

Article 3 :

à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé :

« L'exploitation du site n'est autorisée qu'à sec ; elle doit permettre un défruitement maximal du gisement à sec traversant les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses, sous réserve de la stabilité des talus. Toutefois, la cote d'extraction est fixée à 262,50 NGF sous réserve que cette cote soit 0,50 m au-dessus des plus hautes eaux décennales sur l'ensemble du périmètre d'extraction ; toute exploitation au-dessous de cette cote est interdite.

(...) ».

Article 4 :

à compter de la notification du présent arrêté, tout remblaiement est suspendu dans les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF, y compris dans celles qui ont déjà été remblayées, jusqu'à transmission des justificatifs prévus aux articles 5 et 6 du présent arrêté et justification du caractère inerte des matériaux mis en remblaiement.

Article 5 :

dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet, sur la base d'une étude historique, un plan sur lequel sont identifiées toutes les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF, y compris celles déjà remblayées.

Il précise, dans le même délai, le volume total exploité au-delà de la limite prévue par l'article 3.5.1 de l'arrêté du 21 mai 2021 susvisé.

Article 6 :

pour les zones exploitées à une cote inférieure à 262,5 m NGF et déjà partiellement remblayées, l'exploitant justifie, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, du caractère inerte des matériaux mis en remblaiement.

Dans ce cadre, il fait réaliser des prélèvements à différentes profondeurs et jusqu'à la cote minimale sur l'ensemble de la surface concernée, qu'il analyse.

L'exploitant justifie la représentativité des caractéristiques des prélèvements (nombre, profondeur). Les points de prélèvement et les profondeurs associées sont représentés sur un plan coté.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

L'exploitant communique, dans le délai précité, un bilan des analyses réalisées et la comparaison des résultats par rapport aux limites fixées à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Article 7 :

le remblaiement jusqu'à la cote de 262,5 mNGF est réalisé uniquement avec des matériaux issus de la carrière et de même nature que les matériaux extraits.

Article 8 :

l'exploitant justifie, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, de l'absence d'incidence sur la stabilité des terrains, notamment au regard de l'usage futur envisagé. Le cas échéant, l'exploitant présente dans le même délai les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des terrains.

Article 9 :

dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant évalue sur la base d'une étude hydrogéologique, l'incidence du remblaiement sur la nappe phréatique compte tenu de la nature des matériaux utilisés.

Dans le même délai, il évalue la pertinence du réseau de surveillance en place et propose de le compléter si nécessaire.

Article 10 :

dans un délai de neuf mois, l'exploitant met en œuvre les éventuelles préconisations relatives à la surveillance des eaux souterraines de l'étude hydrogéologique, en complément de la surveillance déjà imposée.

Article 11 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 12 : délais et voies de recours

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 13 :

le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société GMR.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé :

Augustin CELLARD